

Les étudiants du Marché commun ont une position unanime sur l'Europe

LES échos de la rupture de Bruxelles étaient à peine apaisés que de nouveaux représentants des « Six » et de la Grande-Bretagne se trouvaient réunis autour du tapis vert des tables de conférence.

Autres partenaires, autre ambiance, autres conclusions, nous pourrions ainsi résumer les débats, auxquels, ont participé, lundi et mardi, les délégués des Unions nationales d'étudiants des pays du Marché commun et de l'Angleterre.

NON à un traité imposé

Lors de sa dernière assemblée générale l'Union nationale des étudiants de France avait répondu affirmativement à la proposition formulée par les communautés européennes tendant à organiser début février à Bruxelles deux journées d'études sur l'Europe.

Nous avons demandé à M. Merle, vice-président extérieur de l'U.N.E.F. ce qu'avaient apporté ces deux journées d'études.

« Le plus important est sans aucun doute le fait que l'ensemble des Unions nationales ait affirmé sa volonté de ne pas se laisser enfermer dans le cadre étroit du Marché commun. Et cela pas uniquement afin d'étendre nos rapports avec la Grande-Bretagne, d'ailleurs c'est son observateur qui présidait la dernière séance, mais surtout nous envisageons des contacts avec les Unions des pays de l'Est. »

T.S. — Plus concrètement, comment se sont déroulés ces deux dernières journées et qu'avez-vous abordé comme problèmes ?

— Les séances du matin étaient consacrées à des « topos » sur l'Euratom, les équivalences des diplômes, la liberté d'établissement ou l'évolution possible du Marché commun. C'était le côté technique et aussi le moins intéressant. Par contre l'après-midi était consacré à des échanges très fructueux ; nous avons par exemple,

avec la V.D.S. (Union nationale de la République fédérale) défini une position commune par rapport au récent traité franco-allemand.

T.S. — Pourriez-vous préciser vos résultats sur ce point précis ?

— Bien sûr. Nous avons surtout évoqué les aspects étudiants et jeunes du problème, et nous sommes arrivés à la conclusion suivante très importante à mon avis que nous ne pouvions en aucun cas appliquer une politique que nous n'avions pas déterminée. Je dois dire que nous avons été très agréablement surpris.

Élargir le Marché commun

T.S. — On a parlé dans la presse de l'incident avec l'observateur de la Fédération nationale des étudiants de France. Que s'est-il passé ?

— L'ensemble des Unions avait refusé sa présence à Bruxelles, arguant de sa non-représentativité ; cependant, le deuxième jour, l'observateur de la F.N.E.F. est venu et un huissier l'a expulsé à la demande encore une fois de toutes les Unions.

T.S. — Pour terminer, quelles conclusions tirez-vous de cette conférence ? Et quelles suites aura-t-elle ?

— Dorénavant, nous nous réunirons deux fois par an, à tour de rôle dans chaque pays, et des groupes de travail spécialisés fonctionneront en liaison avec les Communautés européennes.

« Mais pour nous, encore une fois, le plus important est la volonté affirmée d'élargir le Marché commun des étudiants et aussi, pourquoi ne pas le dire, le fait que nous ayons été à nouveau reconnue comme la seule association étudiante représentative. »

F. Desnaut